



Ménages en transition : l'expérience des pays de la mer Noire et de l'Asie centrale

(d'après les *Perspectives économiques de la mer Noire et de l'Asie centrale 2008*)

par Loukas Balafoutas

- ◆ Dans les pays membres de la Coopération économique de la mer Noire comme en Asie centrale, les ménages ont adopté des stratégies pour contrecarrer les effets négatifs de la transition sur leurs revenus.
- ◆ Ils s'appuient notamment sur l'entraide familiale et communautaire, sur l'émigration et sur toute une panoplie d'activités informelles.
- ◆ Certaines de ces stratégies ont perduré et font désormais partie intégrante du nouveau paysage économique.

La transition vers l'économie de marché a enclenché une série d'évolutions socioéconomiques dans tous les pays membres de la Coopération économique de la mer Noire (CEMN) et en Asie centrale (AC). Face à l'insécurité croissante et au retrait de l'État, les ménages et les individus ont dû adopter des stratégies pour se prémunir contre les chocs négatifs.

Familles et communautés

Les ménages ont construit leur première « ligne de défense » autour des réseaux familiaux et communautaires. Cette stratégie multiforme va de la dépendance financière vis-à-vis des proches (en particulier en Asie centrale où les ménages sont en général de grande taille) à la constitution d'associations communautaires offrant des dispositifs de microcrédit ou d'assurance. Les communautés locales ont souvent contribué activement à atténuer les chocs sur les ménages, se substituant régulièrement à l'État pour assurer notamment certains biens publics comme l'adduction d'eau.

De leur côté, les ménages et les individus ont répondu aux exigences de cette nouvelle réalité en réduisant leur consommation, en piochant dans leurs économies et en vendant leurs actifs physiques. Or, il s'agit là de stratégies intenables à moyen et long termes.

Émigration et informalité

L'émigration et l'obtention d'un emploi dans le secteur informel font partie de stratégies à plus long terme

visant à s'assurer des revenus supérieurs et un meilleur positionnement sur le marché du travail.

Dans les régions CEMN-AC, la migration est aujourd'hui une décision extrêmement banale, motivée avant tout par les importants écarts de revenus et de demande de main-d'œuvre d'un pays à l'autre. L'Asie centrale tend à fournir des travailleurs manuels peu qualifiés, souvent non déclarés dans les pays d'accueil et qui se tournent surtout vers la Russie. Mais le Kazakhstan attire également des immigrants originaires des républiques voisines à revenu inférieur. Les émigrants des pays CEMN sont en général plus qualifiés – ce qui provoque une fuite des cerveaux, en particulier vers l'Union européenne (UE)¹. Les importants transferts de fonds des expatriés vers les économies CEMN-AC servent plus à financer la consommation des ménages que l'investissement. Vu la demande soutenue de main-d'œuvre dans les pays de l'UE et la persistance des décalages économiques, les flux migratoires originaires des pays CEMN-AC ne devraient guère se résorber à brève échéance. Ces pays vont donc devoir adopter des politiques migratoires cohérentes mais aussi relancer la coopération internationale autour de ces questions².

L'agriculture de subsistance à petite échelle, les petites entreprises non immatriculées – comme les taxis clandestins ou le commerce à la sauvette – font tous partie de l'économie « informelle ». Cette économie grise », « souterraine » ou « fantôme » recouvre toute activité qui se soustrait au contrôle fiscal et législatif. Dans les pays CEMN-AC, l'emploi informel tend à se concentrer

1. Voir également Balafoutas, L. et K. Fukasaku (2008).
2. Pour une discussion approfondie, voir OCDE (2007) et notamment la 3e partie.

dans le secteur du BTP et des services (dans les villes) et dans l'agriculture (à la campagne). Le tableau 1 illustre ce phénomène en estimant la part du secteur informel dans le revenu total de la région.

L'impact négatif évident de cette informalité sur les finances publiques et sur la sécurité et la protection des travailleurs ne doit pas faire oublier qu'elle procure des revenus et des emplois à des pans entiers de la population.

Tableau 1. **L'économie informelle en pourcentage du PNB, 2002-03**

Albanie	35.3	Ouzbékistan	37.2
Arménie	49.1	République de Moldavie	49.4
Azerbaïdjan	61.3	Roumanie	37.4
Bulgarie	38.3	Russie, Fédération de	48.7
Géorgie	68.0	Serbie et Montenegro	39.1
Grèce	28.2	Turquie	34.3
Kazakhstan	45.2	Ukraine	54.7
Kirghizistan	41.2		

Source : Schneider (2004), "The size of the shadow economies of 145 countries all over the world: First results over the period 1999-2003", IZA Discussion Paper No. 1431, Bonn. Les données pour le Tadjikistan et le Turkménistan ne sont pas disponibles.

L'informalité et la migration sont désormais plus que de simples mécanismes transitoires de réaction dans les pays CEMN-AC – elles font partie du nouvel environnement économique et social. Les décideurs doivent impérativement en prendre toute la mesure et concevoir des politiques qui viendront compléter les initiatives prises par les ménages et maximiser leurs avantages potentiels – tout en décourageant les pratiques contre-productives, illégales ou socialement indignes.

Et ensuite ?

Les nouvelles réalités des régions CEMN-AC ont ébranlé la foi des populations dans l'aptitude et la disposition de l'État à assurer des emplois et instaurer des mécanismes d'aide sociale. Les ménages et les individus sont donc contraints d'inventer leurs propres solutions. Au lieu de s'y opposer, l'État devrait ajuster ses politiques en fonction.

Pour approfondir la question :

OCDE (2008), *Mer noire et Asie centrale : promouvoir le travail et le bien-être*, Centre de développement de l'OCDE, OCDE, Paris.

OCDE (2007), *Migrations et pays en développement*, Études du Centre de développement de l'OCDE, OCDE, Paris.

BALAFOUTAS, L. et K. FUKASAKU (2008), « Transition, mondialisation et travail dans les régions de la Coopération économique de la mer Noire et l'Asie centrale », *Repères* No. 68, Centre de développement de l'OCDE, OCDE, Paris.